

Anne Sander, députée UE : « Il faut un grand plan de financement pour 2021 »

© 19/05/2020 | Delphine Jeanne • Terre-net Média

Un certain nombre de filières agricoles européennes ont été directement impactées par la crise, même si l'approvisionnement des consommateurs a pu être assuré. Puisque la Commission, qui en a pris la mesure avec un certain retard, ne devrait pas dégager de moyens supplémentaires d'ici la fin de l'année, la députée européenne Anne Sander, membre de la commission agriculture au Parlement européen, milite pour un plan de soutien ambitieux dès l'année prochaine.



La députée européenne Anne Sander demande un plan de financement et de soutien important pour l'agriculture européenne. (©Terre-net Média)

Face aux conséquences de la crise pour l'agriculture européenne, « la Commission a proposé un paquet qui, de mon point de vue, doit être vu comme une première étape », estime Anne Sander, députée européenne (PPE) membre de la commission agriculture. Certains secteurs ont été oubliés, comme le veau, pour d'autres les mesures financières ne vont pas suffisamment loin, par exemple en ce qui concerne la viticulture, explique-t-elle. Les raisons en sont principalement budgétaires : « **On renvoie aux programmes nationaux, qui arrivent en fin de programmation. Cela crée des distorsions entre pays** », sans compter que l'utilisation de ces fonds pour gérer la crise empêche leur investissement initialement prévu dans la modernisation des filières, regrette-t-elle.

Lire sur [web-agri.fr](#) > [Bruxelles propose de nouvelles mesures pour le lait et la viande](#)

Si le fait de renvoyer les États membres à des solutions nationales est « dans l'air du temps » et correspond aussi à une volonté apparente de renationaliser la Pac, « nous, nous voulons garder ce caractère commun », insiste Anne Sander.

Lire également le point de vue de la députée européenne Irène Tolleret (Renew) sur le sujet > [Le Covid-19, un crash test pour l'agriculture européenne ?](#)

Des outils non adaptés

Pour la députée européenne, qui intervenait lors d'une visioconférence organisée par l'Afja, le 19 mai, **si la crise était difficilement prévisible, les outils pour la gérer ne sont pas adaptés**. Ainsi, la **réserve de crise**, qui ponctionne chaque année 400 millions d'euros sur les aides directes, argent qui est ensuite rendu aux agriculteurs s'il n'est pas mobilisé, ne sera pas utilisée car les agriculteurs auront besoin de récupérer cet argent. « Il faut absolument la réformer », souligne Anne Sander, qui veut que ces 400 millions d'euros d'argent frais soient budgétés en début du programme et que le fonds devienne ensuite une réserve multiannuelle. « On l'a fait passer dans le **règlement de transition** », ajoute-t-elle, espérant que les discussions en trilogue vont entériner cette évolution.

Aujourd'hui, le budget agricole est limité. Pourtant, l'agriculture « a été beaucoup malmenée et subit la crise de plein fouet, avec des marchés qui se sont complètement fermés, et des habitudes alimentaires qui ont évolué. Il faut un grand plan de financement et de soutien pour 2021 », défend la députée, consciente que d'ici la fin de l'année, il n'y aura pas de financement supplémentaire.

Un cadre financier pluriannuel ambitieux malgré le plan de relance

Face au Covid, la Commission prévoit cependant un plan de relance. « Notre principale crainte est que le CFP, le cadre financier pluriannuel (NDLR : qui

fixe les limites des dépenses de l'UE dans l'ensemble et aussi pour différents domaines d'activité, et sur lequel il n'y a pas encore eu d'accord au niveau européen) soit réduit et contraint, et que le paquet soit mis sur plan de relance. Or, ce dernier ne se fera pas dans le cadre du CFP et échappera au contrôle du Parlement. **Il faut garder un CFP ambitieux, et il faut un plan de relance mais dans le cadre du CFP pour que le Parlement soit associé** ». Lors des dernières discussions, les propositions pour le budget européen étaient de 1 134 milliards d'euros, (proposition de la Commission), 1 300 milliards d'euros (proposition du Parlement) et de 1 000 milliards d'euros (proposition du Conseil).

Lire aussi > [Budget européen : avant le salon de l'agriculture, Emmanuel Macron bataille sur la Pac](#)

Concernant le plan de relance, la proposition de la Commission devrait être présentée le 27 mai. Emmanuel Macron et Angela Merkel ont proposé hier de lever une dette commune sur les marchés pour utiliser 500 milliards d'euros d'aides, pour financer les secteurs et les régions les plus fortement touchés par la crise. Il leur faut désormais obtenir l'accord des 27 pays européens...

W

Pour la première fois ensemble, avec l'Allemagne, ce que nous proposons aux 27 pays membres de l'UE, c'est de lever une dette commune sur les marchés, d'utiliser 500 milliards d'euros d'aides pour financer en priorité les secteurs et les régions les plus touchés par la crise. <https://t.co/OIGaRLD5WB>

— Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron) May 18, 2020